



Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/26816\*  
20 avril 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

LETTRE DATÉE DU 29 NOVEMBRE 1993, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 28 novembre 1993 que vous adresse le Secrétaire du Comité populaire général pour les liaisons extérieures et la coopération internationale. Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Ali Ahmed ELHOUDERI

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

Depuis les années 80, les États-Unis d'Amérique mènent une politique d'agression contre mon pays. Cette politique, qui s'est traduite successivement par la fermeture de notre représentation diplomatique à Washington, l'imposition d'un embargo économique et technologique et le gel des avoirs déposés dans les banques américaines, a atteint son apogée avec l'agression armée du mois d'avril 1986, qui a fait des dizaines de victimes innocentes.

Dans cet ordre d'idées, une conférence ayant pour thème "Vision prospective de la Libye sans Kaddafi" doit avoir lieu le 29 novembre 1993 à Washington sous l'égide de l'International Institute for Strategy Studies. Cette conférence est la deuxième du genre après celle qui s'est tenue à Londres en septembre.

La tenue de cette conférence à ce moment précis et la coordination évidente des visées agressives des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ressortissent à la poursuite de cette politique d'agression contre mon pays, qui s'exprime par des déclarations officielles, des commentaires de la presse parlée reflétant le point de vue de l'Administration américaine, ou carrément par des actes de piraterie sans précédent, comme celui organisé par l'Administration Bush, qui a enlevé des prisonniers libyens au Tchad et les a emmenés aux États-Unis pour les former au sabotage en prévision d'actions terroristes dirigées contre leur propre pays... (Nous détenons des preuves matérielles à l'appui de ce que nous avançons.)

Les États-Unis d'Amérique savent pertinemment que certains participants à cette conférence sont des individus recherchés par la justice. Au lieu de collaborer avec INTERPOL et d'arrêter ces terroristes, l'Administration américaine leur donne les moyens d'agir contre leur pays et leur peuple.

En organisant ce type d'activités, qui sont contraires aux principes du droit international et de la Charte des Nations Unies et qui constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures des États, les États-Unis d'Amérique et ceux qui les soutiennent mettent en danger la paix et la sécurité internationales, tout en aggravant les souffrances qu'endure le peuple libyen par suite des mesures coercitives qui lui sont imposées. Aussi est-il de votre devoir d'alerter l'opinion publique internationale pour mettre fin à ces agissements.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire du Comité populaire général  
pour les liaisons extérieures et la  
coopération internationale

(Signé) Omar Mustapha ALMUNTASSER

-----